

Olivier Véran : «La date de levée du confinement pourrait être remise en question»

Dans une interview au Parisien - Aujourd'hui en France, le ministre de la Santé met en garde contre un relâchement du confinement qui pourrait retarder sa levée prévue le 11 mai. Il recommande aussi aux Français de ne pas réserver leurs vacances pour l'instant.

Par **Olivier Beaumont, Florence Méréo et Elsa Mari**

Il est devenu en seulement deux mois et demi l'un des visages quotidiens, même un des piliers, du gouvernement. Entré dans un ministère qu'il a découvert en formation accélérée, Olivier Véran est sur tous les fronts. Encore ce samedi, où il a présenté à l'issue du conseil des ministres le texte prolongeant l'état d'urgence de deux mois, et précisé le contour des nouvelles mesures qui vont encadrer le déconfinement.

Dans une interview exclusive qu'il a accordée au Parisien - Aujourd'hui en France, le ministre de la Santé va même plus loin, en révélant, par

exemple, les 100 millions de masques que l'Etat va mettre chaque semaine à disposition des professionnels de santé libéraux pour qu'ils puissent rouvrir le plus vite possible à compter du 11 mai.

Il le sait, le pays « va devoir vivre avec ce fichu virus, c'est une course de fond », confie-t-il, conscient qu'il va falloir encore demander de longs efforts aux Français pour espérer surmonter cette crise. Tout en acceptant les doutes, les inquiétudes, ressenties par l'opinion devant ce pouvoir parfois chancelant dans la gestion de crise. « Mais j'ai connu dans un autre mandat des gouvernements qui se sont illustrés par leurs couacs à répétition, tacle l'ancien député socialiste sous François Hollande. Ça n'a jamais été le cas avec celui-ci. »

A-t-il gardé contact avec celle qui occupait son poste avant lui ? « Non, Agnès Buzyn ne me conseille pas. En revanche, j'ai eu l'occasion d'avoir des appels informels avec elle pour prendre de ses nouvelles », glisse-t-il depuis ce bureau qui est devenu au fil de la crise sa deuxième maison : « Mon appartement de fonction est au même étage. Je dois faire à peu près 400 pas par jour ici », rit-il en déglutissant un soda light, mais conscient des contraintes que fait peser le déconfinement sur le quotidien des Français : « Je comprends qu'ils en aient marre. »

Etes-vous sûr que le déconfinement aura bien lieu le 11 mai ?

OLIVIER VÉRAN. Nous avons un objectif : qu'au 11 mai, il y ait suffisamment peu de malades par jour à tester, tracer et isoler pour réussir le déconfinement. Si le confinement est bien respecté jusqu'au bout, le couvercle aura été mis sur la casserole de l'épidémie, et nous pourrons déconfiner progressivement dans les meilleures conditions. Dans le cas contraire, et si le nombre de nouveaux malades devait être trop élevé, la date de lever du confinement pourrait être remise en question et sera appréciée selon les départements.

Donc, si les indicateurs à venir ne sont pas bons, on fait machine arrière ?

Les dernières modélisations des scientifiques laissent penser que le confinement pourra être progressivement levé comme prévu le 11 mai. Mais j'alerte en rappelant que tout le scénario construit dépend du respect, jusqu'au dernier moment, du confinement. Nous ne prendrons aucun risque avec la santé des Français.

On observe ces derniers jours un relâchement dans beaucoup de villes. Plus de voitures et de monde dans les rues...

Le fameux R_0 - le facteur de reproduction du virus - qui était descendu à 0,5 est aujourd'hui remonté à 0,6. C'est le signe d'un certain relâchement, même si en l'état l'épidémie reste en déclin, puisque 0,6, cela signifie que 10 malades ne contaminent que 6 malades la semaine suivante. En Allemagne, il a été réévalué entre 0,9 et 1 à la suite du début du déconfinement.

Les Français vont-ils pouvoir partir en vacances cet été ?

Je n'ai malheureusement pas la réponse et je ne sais pas si les plages pourront être ouvertes. Mais il y a, hélas, peu de chance pour que le virus décide, lui, de partir en vacances. En l'absence de traitement et de vaccin, le comportement des Français va avoir un poids considérable.

Vous déconseillez de prendre un billet d'avion ?

En médecine, les patients auxquels on explique un traitement avec une part d'incertitude nous demandent souvent : vous, que feriez-vous si c'était l'un de vos proches ? A titre personnel, je ne m'engagerais pas

sur l'achat d'un billet d'avion. Ne soyons pas trop pressés de faire des réservations.

Le Conseil scientifique plaide pour une réouverture des écoles en septembre. Vous a-t-il désavoué ?

Non. Le Conseil scientifique était opposé à la réouverture des écoles « comme avant », ce qui n'a jamais été notre volonté. Nous sommes donc en accord. Les conditions de reprise des cours sont en train d'être travaillées avec les rectorats, les responsables d'établissements scolaires, les personnels, les élus locaux. Le retour en classe sera très encadré : enseignants masqués dans toutes les situations où les règles de distanciation ne peuvent (ou risquent de ne pas) être respectées, distance d'un mètre assuré entre les élèves... Si des cas de coronavirus sont confirmés, nous n'hésiterons pas à fermer des classes, voire des écoles entières. Au lendemain de ma visite à Crépy-en-Valois, un des premiers foyers de l'épidémie, nous avons fermé 108 établissements. Quand nous avons une inquiétude, nous agissons.

Beaucoup de parents assurent qu'ils ne remettront pas leurs enfants en classe le 11 mai. Que leur dites-vous pour les convaincre ?

Je veux rassurer les parents : le retour à l'école se fera sur la base du volontariat. Après huit semaines, le confinement des plus jeunes est cependant difficile à porter, y compris pour les enfants eux-mêmes. Nous assurons leur sécurité. Je comprends la crainte mais nous appelons à la confiance. Si nous en proposons la réouverture, c'est que le travail qui aura été fait le permettra. La santé a toujours guidé toutes nos décisions.

On parle de deuxième vague. Comment s'assurer que le système va tenir, surtout si les autres malades reviennent à l'hôpital ?

Nous allons maintenir la restriction de l'activité programmée en chirurgie, afin d'être prêts en cas de résurgence de l'épidémie. Mais les opérations cancérologiques, et les autres, urgentes ou ambulatoires, en particulier pour les pathologies chroniques, qui ne nécessitent pas de place en réanimation ou de curares, seront maintenues.

Quid des cabinets médicaux, dentaires, etc ? Vont-ils pouvoir rouvrir ?

C'est l'objectif. Je vais d'ailleurs créer, pour l'ensemble des personnels libéraux, les conditions qui vont leur permettre de reprendre progressivement une activité la plus normale possible dès lors que les mesures barrière peuvent être respectées.

C'est-à-dire ? Ils vont enfin avoir des masques suffisants ?

Jusqu'ici, on déstockait 45 millions de masques par semaine à destination des professionnels de santé. A partir du 11 mai, ce sont 100 millions qui vont leur être distribués gratuitement. Certaines professions, qui ne peuvent travailler sans, comme les dentistes, auront des masques FFP2. Pour les médecins, pharmaciens et infirmiers, ça sera 3 à 4 masques chirurgicaux ou FFP2 par jour. Les autres professionnels - opticiens, orthoptistes, psychomotriciens – auront aussi des masques. Grâce à toutes les commandes passées ces dernières semaines, nous avons pu consolider un stock de 155 millions de masques.

La question de la pénurie, de l'acheminement des masques, est donc derrière nous ?

Je me garderais bien de certitudes en la matière, surtout que l'épidémie n'est pas passée.

Le 6 mars, vous déclariez : « J'insiste : l'usage des masques en population générale n'est pas recommandé et n'est pas utile. » Comment expliquez-vous ce revirement ?

Il n'y a aucun revirement, mais une évolution scientifique très forte. Nous avons toujours voulu insister sur le fait que les masques ne constituaient pas l'alpha et l'oméga de la protection. Surtout jusqu'au 1er avril, toutes les recommandations ne prênaient pas le port du masque en général. Je pense à l'Académie de médecine, au Conseil scientifique, au Haut Conseil de santé publique, à l'OMS. Mais à partir du 1er avril, des avis ont changé. Pourquoi ? Parce que la doctrine a évolué en fonction de l'expérience. Dès que nous avons eu un avis recommandant le port du masque, nous avons donc aussi évolué. J'ai entendu parler de mensonge d'Etat, je suis à 10 000 lieues de tout cela. Je suis arrivé le 17 février dans ce ministère... et qu'il n'y ait pas eu assez de masques dans le pays, ce n'est pas de mon fait.

Même avec des prix plafonnés, certaines familles n'auront pas les moyens de s'en procurer. Comment allez-vous faire ?

Il y a déjà une gratuité pour les plus précaires, avec cinq millions de masques grand public qui seront distribués chaque semaine à partir du 11 mai, par le biais des CCAS (*Centres communaux d'action sociale*) et des acteurs associatifs. Avec la loi de l'offre et la demande, le produit sera de moins en moins cher. Il est hors de question qu'on arrive à des prix délirants. Sans attendre, Bercy a d'ores et déjà mobilisé les équipes de la DGCCRF (*Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*) pour surveiller les prix et sanctionner les abus.

La grande distribution a décidé de vendre des masques chirurgicaux. Qu'en pensez-vous ?

La loi ne l'interdit pas. Mais j'aurais préféré que la distribution de ces masques reste gérée par les pharmaciens et soit destinée au public médical, aux personnes vulnérables et aux malades. La priorité pour moi est que les professionnels de santé, les personnes vulnérables et les malades puissent avoir des masques chirurgicaux. La grande distribution est autorisée à vendre ses stocks dès lors que cette condition est bien respectée.

Mais pourquoi cette réticence ? Les usagers sont peut-être satisfaits de pouvoir se procurer ce type de masques en grande surface...

Les soignants doivent avoir des masques soignants et le grand public des masques grand public, qui sont filtrants et réutilisables. On sort d'une période où les soignants n'ont pas toujours eu accès aux masques dans des quantités suffisantes. Je comprends donc leur émotion, voire leur colère. La grande distribution cependant n'a pas véritablement de stocks et n'a fait qu'annoncer des commandes à venir, pour le moment.

Et après le coronavirus, le masque s'imposera-t-il dans notre quotidien ?

Peut-être en période d'épidémie grippale, s'il s'avérait efficace à l'usage, mais pas plus. Lorsqu'on aura terrassé ce fichu virus, l'idée est qu'on retrouve une vie normale.

Vous parlez de brigades formées, capables de tracer l'entourage des malades... En dix jours, seront-elles prêtes ?

Plus de 3000 personnes formées de l'Assurance maladie seront chargées de tracer les contacts proches des cas positifs. Elles auront accès à un système d'information, actuellement en cours de finalisation. S'il y a des foyers groupés, les agences régionales de santé prendront le relais. Souvenez-vous, elles ont été très efficaces pour rechercher les cas contacts dans l'Oise ou aux Contamines-Montjoie. S'il y a plus de malades que prévu, on renforcera les effectifs. Un article de loi, présenté ce samedi, va leur donner accès, à titre dérogatoire et uniquement aux fins de lutter contre le Covid-19, au fichier Amelipro de l'Assurance maladie. On a tout fait pour être prêt.

Et 700 000 tests par semaine, est-ce un objectif atteignable ?

Nous avons encouragé les labos à développer des tests, qu'on financera à 100 %. On les a aussi autorisés à multiplier les « drive tests ». Ils se sont engagés à monter en charge. Je leur ai moi-même passé des coups de téléphone afin de m'en assurer. S'ils manquent d'écouvillons, que des stocks sont bloqués à la douane, il faut qu'ils nous appellent. On débloquera la situation. Une cellule a même été mise en place au ministère pour s'assurer de la logistique, complexe. Et nous avons renforcé les hôpitaux de 20 plates-formes haut débit capables chacune de réaliser 2000 tests par jour.

VIDÉO. Edouard Philippe : « 700 000 tests virologiques par semaine à partir du 11 mai »

Cette crise a mis en lumière l'importance de refonder l'hôpital public. Ce chantier sera-t-il une de vos priorités ?

Si je vous disais non, cela voudrait dire que je n'ai pas compris ce qui se passe ! Or, je l'avais même compris avant. La réponse est donc oui. La médecine de ville aussi aura toute mon attention. La télémédecine,

qui ne décollait pas, a pris son essor à la faveur de l'épidémie.
Plusieurs centaines de milliers d'actes par semaine ! Et si c'était la fin
des déserts médicaux ?

**Le président a parlé de « manquements » dans cette crise.
Que voulait-il dire ?**

La France est-elle opérationnelle pour faire face à de grandes
catastrophes climatiques, industrielles ou épidémiques ? Je n'en suis
pas convaincu. On constate que les médecins, les soignants, les
agences régionales de santé, l'Assurance maladie, les préfets ont été
remarquables d'engagement et d'efficacité. Dans mon ministère,
nombreux sont ceux qui travaillent nuit et jour. Mais il paraît évident
qu'il nous faudra repenser nos capacités à anticiper et gérer ce genre
de crise. Et nous sommes loin d'être les seuls.

**Jeudi soir, sur BFM, Didier Raoult a dit que « le coronavirus
n'est pas d'une contagiosité extrême et d'une mortalité
extraordinaire ». Etes-vous d'accord ?**

Le Pr Raoult est inventif, ingénieux, c'est un touche-à-tout, capable de
trouver des solutions pour faire face à une forte demande de tests.
C'est aussi un grand virologue qui a fait des publications
mondialement reconnues. Je ne lui enlève aucune de ses qualités. Mais
je dirais qu'en terme de prévision, je préfère me référer à des experts
qui ne disent pas qu'il y aura moins de morts du coronavirus que par
accidents de trottinette! Ou qui ne disent pas qu'il n'y aura pas de
seconde vague après avoir dit qu'il n'y aurait pas de première. Ce n'est
pas très responsable et je le lui dirai.